

**Christian Goudineau**, né le 5 avril 1939 à Neuilly-sur-Seine<sup>1</sup> et mort le 9 mai 2018 à Clamart, est un archéologue et historien français.

Professeur émérite au Collège de France<sup>1</sup>, il y fut titulaire de la chaire des Antiquités nationales de 1984 à 2010.

## Biographie

---

Normalien (promotion 1959), agrégé de lettres classiques en 1962, Christian Goudineau est membre de l'École française de Rome de 1965 à 1968<sup>2</sup>. En 1968, il est nommé assistant, puis chargé d'enseignement puis professeur à l'université de Provence (Aix-en-Provence) en « antiquités nationales ».

En 1975, il soutient une thèse de doctorat d'État intitulée *Les fouilles de la Maison au Dauphin* à l'université Paris 1<sup>3</sup>. De 1975 à 1979, il est nommé directeur de l'UER « Lettres » de l'université de Provence. Il quitte cette université en 1984, date de son élection au Collège de France<sup>4</sup>.

De 1969 à 1982, il est directeur des Antiquités historiques de Côte d'Azur et, à partir de 1978, membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique.

De 1985 à 1994, il est directeur de l'Unité propre de recherche du CNRS « Gallia - Gallia Préhistoire » et, entre 1992 et 1995, président du Comité de l'archéologie du CNRS et en 1997, membre du Conseil d'administration de l'École du Louvre.

De 1985 à 2001, il préside le conseil scientifique du Centre européen du Mont-Beuvray.

Il est mort le 9 mai 2018<sup>5,6</sup> à Clamart<sup>7</sup>.

### Professeur au Collège de France

Christian Goudineau est élu au Collège de France en 1984. Il y occupe alors la chaire des Antiquités nationales (il y donnera ses enseignements jusqu'à sa retraite en 2010). La chaire des Antiquités nationales fut créée en 1905 par Camille Jullian, qui, le premier, voulut ancrer l'histoire de la Gaule dans l'enseignement supérieur. Albert Grenier (de 1935 à 1948), puis Paul-Marie Duval (de 1964 à 1982) lui succédèrent.

---

## Nos ancêtres les Gaulois

Le Monde, 20 mai 1994

. Bref, ils lient un faisceau de solides présomptions laissant entendre que les vrais Gaulois, ou plutôt les Gaulois plausibles aux yeux de la science, ressemblaient bien plus à ce que nous rêvons d'être que les Gaulois mythiques du Second Empire et de la IIIe République, dont l'âpre vaillance et la religion du pré carré furent si longtemps au cœur de nos ébats nationaux. La Guerre des Gaules de César, lue et relue, triturée, soupesée à chaque génération, confrontée aujourd'hui aux traces archéologiques, reste " la " source en majesté, la seule qui depuis quinze siècles ait entretenu la mémoire de ces peuplades sans écrits, qui les ait insérées dans le déroulement impérial de l'Histoire, comme jadis la Grèce conquise (2). Christian Goudineau, dans sa préface jubilatoire et ses notes précises qui rendent exceptionnelle cette édition de l'Imprimerie nationale, nous donne tous les éléments pour apprécier sa verve. Si l'on admet, dit-il, la propension gauloise à l'échange que nous révèlent aujourd'hui les savants, mais sans oublier la constante impétuosité belliciste de ces gens, on comprend que les Romains les aient tenus pour dangereux mais fréquentables,

qu'ils aient rêvé d'aller rôder du côté de l'actuelle Belgique, où le marché était " porteur ". Cette vision attestée par César n'avait guère été retenue par les grands historiens de la Gaule, si hantés depuis 1870 par la Revanche sur le Germain. Christian Goudineau \_ encore lui \_ nous présente l'exemple le plus achevé de la contribution de l'histoire savante à la constitution d'une conscience nationale en rééditant l'Histoire de la Gaule de Camille Jullian, Pour Fustel, la France médiévale et contemporaine est née du mélange de la liberté indigène des cités gauloises et d'une acculturation généreusement proposée par Rome. Nous voilà donc grâce à lui proprement " dégermanisés ", notait aussitôt Barbey d'Aurevilly. Cette thèse qui tient l'ardeur brouillonne de Vercingétorix pour une " impasse de l'histoire " et qui salue la conquête romaine comme une chance n'est pas si éloignée, on le voit, de quelques intuitions actuelles fondées sur l'archéologie. Elle confortera toute méditation sur les " dispositions heureuses " de l'espace gaulois, déjà signalées par Strabon. Sa petite musique, en prélude à la symphonie de Jullian, peut nous appeler à rêver de nouveau à nos Gaulois qu Michelet nommait si tendrement " les enfants du monde naissant ".

## Vercingétorix et les sangliers

Les repas des Gaulois étaient beaucoup plus variés que la légende veut le laisser croire. Rencontre avec un archéologue.

Le Monde, 30 décembre 2004

Que reste-t-il des Gaulois dans nos assiettes ? Christian Goudineau, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire des Antiquités nationales, se veut prudent : la Gaule au temps de César était "*une mosaïque de tribus*" au sein de l'ensemble celtique, qui allait au cœur de l'Europe centrale, avec des pratiques culturelles différentes. Il n'est pas sûr alors qu'il y ait eu une cuisine gauloise. Mais Vercingétorix, ce fier guerrier extirpé de l'ombre sous le Second Empire et érigé en symbole par l'école de Jules Ferry après la défaite de 1870, mangeait-il quand même du sanglier ? "*Vercingétorix a dû en manger*, répond Christian Goudineau, *parce que, étant aristocrate, il était chasseur.*" Mais l'essentiel de la nourriture carnée, à cette époque, est celle des animaux d'élevage : le porc, les volailles, le chien... On connaît aujourd'hui les espèces, leur stature, leur poids, leur apparence et même l'âge auquel les bêtes étaient abattues. "*Les Gaulois aiment surtout le cochon et les volailles*", dit Christian Goudineau. Ils mangent également du chien, du moins jusqu'à la fin de l'âge du fer ; sa consommation disparaît avec la romanisation. En second lieu, le bœuf et, accessoirement, le mouton et la chèvre, très rarement le cheval.

## Lutèce, ville fantôme

Stéphane Foucart, LM, 25 juillet 2009

Nos ancêtres les Gaulois (6/6) C'était jusqu'il y a peu de temps une évidence, que personne ne songeait à contester : la Lutèce romaine s'est construite sur le site de la capitale des Parisii. La découverte récente d'importants vestiges à Nanterre remet en cause toutes ces

certitudes.

Tout commence au début des années 1990, à Nanterre (Hauts-de-Seine). *"Avec les travaux d'aménagement de l'A86, un habitat gaulois de la fin du II<sup>e</sup> au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C. est mis au jour, raconte l'archéologue Antide Viand (service archéologique des Hauts-de-Seine). Il s'agit d'un habitat très concentré, qui semble avoir fonctionné par quartiers plus ou moins spécialisés. Ces caractéristiques, la période considérée et la surface potentiellement couverte autorisent l'hypothèse d'une agglomération préromaine."* Pourquoi cette découverte, dans les Hauts-de-Seine, sème-t-elle le trouble ? *"Parce qu'on ne retrouve presque rien de gaulois à Paris, répond Christian Goudineau, titulaire de la chaire des Antiquités nationales du Collège de France. On retrouve bien sûr des vestiges de la Lutèce romaine, celle du tout début de l'ère chrétienne, mais rien ou presque d'antérieur."*

## L'essor incroyable de l'archéologie préventive n'a pas été accompagné des mesures nécessaires

Par PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE CHAUVEAU ET JEAN-PAUL DUFOUR, LM, 21 février 1997

Professeur au Collège de France, où il est titulaire de la chaire Antiquités nationales, Christian Goudineau a rédigé un rapport sur l'archéologie nationale, en 1990, à la demande de Michel Rocard, alors premier ministre. Une analyse complète des problèmes qui menaçaient déjà une profession aujourd'hui en crise. Il commente la situation actuelle. « En réponse à la grève menée depuis le 21 janvier par les archéologues, le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a proposé l'ouverture d'un grand débat et la tenue d'assises nationales. Que pensez-vous de cette idée ? Le premier rapport fut demandé à Jacques Soustelle en 1974. Il soulignait la nécessité d'une archéologie d'urgence ou de sauvetage, proposait que les agents régionaux du service des fouilles du ministère de la culture (à l'époque secrétariat d'Etat) soient consultés à l'avance lors de l'étude de chantiers importants, et que cette consultation soit prévue par la loi. Ce système a permis des avancées dans la connaissance et les techniques de fouilles. Oui. Les archéologues fouillaient deux mois par an pendant des années sur quelques mètres carrés. Du jour au lendemain, ils ont dû traiter plusieurs hectares en quelques mois, et cela sur des sites qui, souvent, concernent plusieurs millénaires d'histoire. La révolution s'est faite, et bien faite. En quinze ans, des pans entiers de nos connaissances, du paléolithique au Moyen Age, ont été entièrement renouvelés. On a redécouvert le Bas-Empire, ou les grandes exploitations rurales gauloises, qui n'avaient jamais été fouillées.

*Dans ces conditions, d'où vient le mécontentement des archéologues ?*

L'essor incroyable de l'archéologie préventive (plus de trois mille opérations l'an dernier !) n'a pas été accompagné des mesures nécessaires. Les bases légales du système sont quasi inexistantes. La seule loi réglementant l'archéologie française remonte à 1941, une époque ignorant les fouilles préventives. Ces dernières ne peuvent s'appuyer que sur une phrase du code d'urbanisme de 1977 et un décret de 1986, relatifs à la prise en compte du patrimoine archéologique.

## De la difficulté d'évaluer la recherche archéologique

L'archéologie - comme la majorité des sciences humaines - est globalement ignorée des grandes revues généralistes.

Stéphane Foucart, LM, 14 avril 2009

*"Auparavant, ces questions étaient tranchées au niveau national, par le Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA), créé sous l'impulsion d'André Malraux, explique l'historien et archéologue Jean-Louis Brunaux (CNRS). Mais dans les années 1990 le CSRA a été débordé par les demandes de fouilles de sauvetage."* La réponse à cet engorgement est passée par une décentralisation partielle du système. *"En créant ces CIRA, la volonté était de rapprocher les centres de décision de ce qui se passe sur le terrain, explique Christian Goudineau, professeur au Collège de France. L'archéologie - comme la majorité des sciences humaines - est globalement ignorée des grandes revues généralistes. La majorité des professeurs du Collège de France en sciences historiques et philologiques, pourtant réputés au sommet de leur discipline, ont ainsi des indices bibliométriques inférieurs à ceux de bon nombre de jeunes post-doctorants en biologie ou en physique..."*

## Chantier interdit aux chercheurs

A Corent (Puy-de-Dôme), les fouilles sur le site d'une cité gauloise pourraient ne pas reprendre cet été, faute d'autorisation. Des archéologues se mobilisent.

Stéphane Foucart, LM , 14 avril 2009

Site exceptionnel illustrant la précocité de l'urbanisation de la Gaule, Corent pourrait pourtant ne pas être remis en fouilles cet été, faute d'autorisation. Fin mars, la commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA) a en effet rendu un avis négatif à la poursuite du travail de terrain. De son côté, l'archéologue Jean-Louis Brunaux (CNRS) juge *"extraordinairement consistant"* le rapport en question. Christian Goudineau, titulaire de la chaire des antiquités nationales au Collège de France, avoue lui aussi *"ne pas comprendre les reproches"* formulés par la CIRA. *"C'est un chantier-école comme il en reste très peu en France, ajoute-t-il. Il serait très dommageable pour la formation des futurs universitaires que l'on se mette à tordre le cou à ce genre d'initiatives !"*

## Polémique autour d'un chantier de fouilles en Auvergne

Le préfet de la région Auvergne a décidé, mardi 23 juin, la suspension des fouilles archéologiques entreprises depuis 2001 à Corent (Puy-de-Dôme).

Stéphane Foucart, LM, 26 juin 2009

Contacté par téléphone, l'archéologue Christian Goudineau, professeur au Collège de France, l'un des partisans de la poursuite des travaux, juge ce dénouement *"lamentable"*.